

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Direction des Archives et de la Documentation

COLLECTION DES ARCHIVES ORALES

AO4

LOUIS JOXE

(16 septembre 1901 - 6 avril 1991)

Ambassadeur de France

Entretien n° 1 du 26 octobre 1982

Par

Maurice Vaisse et Cécile Pozzo Di Borgo

M. Vaïsse : Dans *Victoire sur la nuit*, vous avez raconté une partie de vos souvenirs, surtout en ce qui concerne la période de la guerre et vous avez commencé par évoquer quelques souvenirs de la période précédente, c'est-à-dire la période des années 1930 à 1940. C'est justement sur cette période des années 1930 que nous voudrions vous interroger ce matin, même si vous avez dans votre livre parlé de certains faits qui vous sont chers et que vous avez vécus à ce moment-là. Cécile Pozzo Di Borgo et moi-même allons y revenir pour que vous en disiez peut-être un peu plus ou que vous expliquiez quelque chose concernant les différentes fonctions, les différents personnages et les différentes atmosphères que vous avez vécues ces années-là.

L. Joxe : Très bien, je vais tâcher de répondre à vos questions.

Le problème, le fond de l'affaire c'est qu'après avoir passé l'agrégation je ne me sentais pas une vocation d'enseignant très précise, peut-être parce que je voulais rompre avec une certaine tradition familiale et voir un peu du pays. Il est certain d'ailleurs qu'à cette époque-là, c'était probablement ce qui se passait dans la tête d'un certain nombre de mes camarades. Néanmoins, j'avais commencé une thèse sur le blocus continental. Hélas, je ne l'ai pas terminée. Je le regretterai toujours. Je serais peut-être le seul, d'ailleurs.

Voilà pour situer les faits. Après un peu d'enseignement en province, à Metz, je reviens à Paris et j'entre dans une revue de politique étrangère qui s'appelait *L'Europe Nouvelle*. Faut-il vous en parler ?

M. Vaïsse : Ah oui, ce sera très intéressant.

L. Joxe : La revue *L'Europe Nouvelle* avait été fondée par une femme qui s'appelait Louise Weiss¹. Louise Weiss avait débuté dans le journalisme par le grand reportage, par *Le Petit Parisien* qui est une excellente école d'ailleurs de journalisme. Elle avait fait des voyages et en particulier, elle avait été dans toute l'Europe, en Union soviétique où elle avait fait des reportages retentissants. Puis, elle s'était pratiquement ralliée à la politique extérieure préconisée par Aristide Briand et elle avait surtout des liens avec ce que l'on a appelé la Petite Entente, c'est-à-dire surtout avec la République tchécoslovaque. Et c'est ainsi qu'en entrant dans cette maison, on m'a confié d'abord le rapport avec la Société des Nations, avec Genève, avec si vous voulez toute l'activité genevoise. D'autre part, j'ai été assez mêlé aux affaires occidentales parce que j'ai connu successivement des hommes comme Benes², comme Osusky³ qui était ambassadeur de Tchécoslovaquie à Paris, avec aussi une plus jeune

¹ Louise Weiss, née le 25 janvier 1893 à Arras et morte le 26 mai 1983 à Paris, est une journaliste, femme de lettres, féministe et femme politique française, notamment doyenne des députés au Parlement européen (1979-1983).

² Edvard Beneš, dont le nom est souvent francisé en Édouard Bénès ou Benes, est un homme d'État tchécoslovaque, né le 28 mai 1884 à Kožlany et mort le 3 septembre 1948 à Sezimovo Ústí. Il est l'un des fondateurs de la Tchécoslovaquie et président de la République tchécoslovaque de 1935 à 1938 et de 1939 à 1948 (en exil de 1939 à 1945, en tant que président du Gouvernement provisoire tchécoslovaque).

³ Štefan Osuský, né le 31 mars 1889 à Brezová pod Bradlom (en Autriche-Hongrie, dans l'actuelle Slovaquie) et mort le 27 septembre 1973 à Herndon (en Virginie, aux États-Unis), est un homme politique et diplomate slovaque. Il a notamment été ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Paris de 1921 à 1940

génération, celle de⁴ dont le nom n'apparaît plus beaucoup dans l'histoire de la Bohême et pour cause, mais qui était un homme tout à fait remarquable et qui était pour moi un grand ami. Il a été membre du gouvernement tchécoslovaque à deux ou trois reprises et pendant la guerre, il a joué un rôle prépondérant aux côtés de Benes en exil.

Cela me donnait tout de même un terrain de prospection assez important, assez intéressant et, à vrai dire, j'ai assez bien connu la Société des Nations et son entourage. Je la connaissais dans ses structures et je la connaissais dans ses hommes. Et ces hommes, les hommes qui avaient fondé le Secrétariat général de la Société des Nations, étaient des hommes de grande valeur. Prenez Rajchman⁵, c'est un professeur de médecine qui dirigeait la section d'hygiène. Je commence par les à-côtés, par l'apparence, ce qui est capital aussi. D'autres encore étaient là, groupés et formaient une grande équipe. J'ai été pratiquement adopté pour ainsi dire puisque j'étais plus jeune qu'eux, par des hommes qui n'ont jamais cessé de compter dans ma vie. L'un était comme moi, il était directeur de l'information, un germaniste et un homme qui travaillait des heures et des heures comme toute la section d'information, sans parler de l'amitié qu'il m'a donné jusqu'à la fin avec Henri Bonnet⁶ qui était chef du Cabinet du Secrétaire général français à Genève.

Par Henri Bonnet, j'ai connu tout ce milieu international et puis j'ai fini par fréquenter la Société des Nations à un rythme accéléré, non pas avec des ambitions pour entrer dans l'institution mais avec une curiosité évidemment grandissante. J'allais donc de Paris à Genève, de Genève à Paris. Je me souviens que dans les premiers temps, un jour, j'étais dans le train, il y a Aristide Briand qui m'avait rencontré dans les environs de Paris et il m'a fait savoir qu'il m'attendait pour déjeuner, ce qui était pour un jeune journaliste une occasion exceptionnelle.

M. Vaisse : Je m'excuse mais est-ce que vous vous souvenez de la date à laquelle ça s'est passé ?

L. Joxe : Oh mon Dieu, ça se passait très vite, je suis entré à *L'Europe Nouvelle* en 1928 je crois, ou en 1929, je ne pourrais pas vous dire exactement. J'ai un point de repère qui est la naissance de ma fille. C'est dans ces années-là, à peu près.

J'ai eu une conversation avec Aristide Briand entre Genève et Paris qui était assez intéressante et qui faisait entrer, en quelque sorte, de plein pied avec les conceptions de l'homme. Je n'avais pas besoin de les apprendre de sa bouche puisque tout le monde les connaissait. Mais en particulier, il m'a donné un certain nombre de conseils, exactement les conseils d'un ancêtre à un jeune homme qui, semble-t-il, veut entrer dans la carrière, il ne sait pas laquelle mais enfin dans celle de journaliste, en tout cas.

Il m'a expliqué d'abord que dans la vie, il fallait toujours être fidèle à ses amis, il fallait savoir laisser tomber, il fallait savoir revenir et que surtout, et alors là il m'a beaucoup impressionné

⁴ Nom inaudible

⁵ Ludwik Witold Rajchman (1^{er} novembre 1881 – 13 juillet 1965) était un médecin et bactériologiste polonais. Il est considéré comme le fondateur de l'UNICEF et son premier président entre 1946 et 1950.

⁶ Basile Louis Joseph Henri Bonnet, né le 27 mai 1888 à Châteauponsac (Haute-Vienne) et mort le 25 octobre 1978 au Plessis-Robinson (Hauts-de-Seine) est un homme politique et diplomate français. Universitaire, agrégé d'histoire (ancien élève de l'École normale supérieure), sa participation à la politique extérieure de la France le rapproche de son collègue Maurice Baumont. Il fut en effet recruté en 1920 par le Secrétariat de la Société des Nations (SDN) où il exerça des fonctions à la section d'information, de 1920 à 1930. Il y créa, ou participa à la création, d'un système de renseignement au bénéfice du Quai d'Orsay ; les notes produites sont conservées aux archives du ministère des affaires étrangères, essentiellement dans le fonds du Service français de la SDN.

parce qu'il m'a dit : « *Dans les grandes circonstances, jeune homme, il faut toujours dire la même chose à tout le monde* ». J'ai trouvé que c'est « dans les grandes circonstances », c'est bien évidemment une clause de style qui montrait lui-même dans cette action mais il y avait là quelque chose d'assez intéressant qui, au fond, était le contraire même de ce qu'on pourrait appeler « le geste diplomatique ». Et depuis, je n'ai jamais cessé de penser à cette idée, à savoir qu'en effet dans les grandes circonstances et même peut-être pas dans les grandes, il faut toujours dire la même chose à tout le monde parce que bien malin qui s'entortille dans ses propres astuces tandis que quand on dit clairement : « *Me voici et vous voilà* » et que l'on a quelque chose à dire, on annonce d'avance la couleur, et c'est une force.

Je vous dis tout cela en passant parce que c'était tout de même assez intéressant de rencontrer tous ces gens-là. J'ai rencontré tous ces hommes de Genève, les uns après les autres, comme par exemple, un très grand juriste grec qui m'a vraiment puissamment aidé en tout, mais pas forcément immédiatement. Il y avait ce que l'on appelait « l'esprit de Genève ». Un esprit de Genève qu'un homme que j'aimais beaucoup qui était directeur du Bureau de Paris de la Société des Nations, Pierre de Lanux⁷, avait voulu définir dans un petit livre qui s'appelait *Éveil d'une éthique internationale*. Le mot m'avait frappé, j'avais lu le livre et, en effet, il a eu l'idée de construire un système moral dans les relations internationales. L'idée d'une éthique internationale, c'était en effet un commencement, ce n'était pas un point d'arrivée et le tout était de réussir un pari de cette importance.

J'en viens à dire que je progressais (je m'excuse de parler de moi, je suis absolument comme l'enfant qui s'en va dans la forêt, n'est-ce pas, ou le chat) et je voyais autour de moi ces hommes dont tous avaient une valeur singulière. M.⁸ était un mélange de farce et de sérieux mais enfin c'était un homme qui était plein de talent et il avait roulé sa bosse, et d'autres encore. Je vais faire une synthèse de mes impressions.

Ayant en somme assisté à un certain nombre de ces débats, de ces négociations puis y ayant été vraiment associé, puisque j'empruntais la vie politique marginale. En tout cas, on m'insère dans la délégation française à Genève. Je fais des articles, des compte-rendus, etc. Je m'aperçois que même si l'idée était grande et belle, elle partait d'une immense illusion.

Ici, je passe rapidement parce que naturellement de *L'Europe Nouvelle*, je suis allé ailleurs. Ensuite, je suis passé par le Cabinet de Pierre Cot qui était secrétaire d'État aux Affaires étrangères que j'ai suivi, ensuite, quand il était ministre de l'Air pour les négociations concernant l'aviation et pour les affaires justement de Genève. Je me souviens de cette période où Genève était en somme au complet, avec des apports successifs mais où on pouvait se demander où on allait à Genève et dans la Conférence du désarmement.

Je me souviens, par exemple, que j'ai eu une conversation qui était très intéressante avec Salvador de Madariaga⁹ qui représentait l'Espagne républicaine. Salvador de Madariaga qui sortait d'une commission vouée aux affaires aériennes m'a dit : « *On ne désarme pas, mais enfin on ne s'ennuie pas, c'est intéressant* » et en effet, c'était bien cela. Vous avez peut-être connu l'ordre de Salvador de Madariaga, c'était un homme extrêmement brillant, l'entendre était une chose prodigieuse mais la substance était moindre.

⁷ Pierre André Véronge de Lanux (dit Pierre de Lanux ou Pierre Combret de Lanux) est né le 1^{er} août 1887 à Paris (14^{ème}). Il fut écrivain, diplomate et enseignant.

⁸ Nom inaudible

⁹ Salvador de Madariaga y Rojo (La Corogne 23 juillet 1886 - Locarno (Suisse), 14 décembre 1978) est un ingénieur, journaliste, diplomate, écrivain, homme d'État et pacifiste espagnol.

Je ne les critique pas. Ce sont des hommes qui avaient un grand idéal, un grand dessein et cet idéal, ce grand dessein ont toujours leur valeur mais, peu à peu, on s'éloignait et on entrait dans l'abstraction. On marchait un peu sur les nuées et cette Société des Nations qui avait été le rêve de toute une génération, de la nôtre d'ailleurs car nous étions tous mobilisés dans notre jeunesse dans le mouvement, c'était l'union des étudiants pour la Société des Nations, le titre exact je l'ai perdu. Des jeunes comme Claudel, comme Brossolette (mon camarade, mon ami), comme d'autres encore et très nombreux, avaient adhéré immédiatement au mouvement.

Quand je vois les choses de loin, je trouve tout cela prodigieusement attachant mais la substance n'existait pas et le progrès a été en sens inverse de la recherche qu'on voulait faire. Ceci s'est particulièrement vérifié quand il s'est agi du concret, quand il s'est agi des Conférences du désarmement. J'ai suivi d'un bout à l'autre celles de Genève. Ils ont fait un numéro spécial de *L'Europe Nouvelle* sur le désarmement naval, il fallait bien s'y mettre. Et ensuite, dans d'autres circonstances, la Société des Nations, ce n'est pas la peine de le rappeler, elle a fait ce qu'elle a pu, c'est-à-dire pas grand-chose.

Dernièrement, je lisais par exemple le livre qui va sortir dans quelques jours, le livre de Stanley Hoffmann¹⁰ qui va s'appeler dans son titre français *Une morale pour les monstres froids : pour une éthique des relations internationales*.

Les monstres froids, ce sont les États selon Nietzsche, que Stanley Hoffmann ne fait que citer. Ce livre était curieux à lire parce qu'il éclairait notre propre jeunesse. Dans ce livre, Stanley Hoffmann en reprenant le passé, sans du tout le condamner, voit ce qu'on peut en tirer et il dit, il écrit plus exactement que par exemple « *Il faut manipuler les droits de l'homme avec une extrême précaution car l'idée même des droits de l'homme est une idée qui peut se transformer et évoluer dans des conditions extrêmement difficiles* », et qu'en ce moment, chacun a sa Déclaration des droits de l'homme (c'est moi qui parle) et, en particulier en Afrique, mais qu'il ne faut pas aller trop vite, il faut la laisser pousser toute seule. Il faut qu'elle fasse le tour du monde (ce n'est pas lui qui s'exprime mais c'est moi) en étant un peu arrosée et la plante va pousser sans qu'on essaie de la faire fleurir trop tôt. Ce n'est pas exactement ce qu'il dit mais c'est un peu ce que je ressens moi-même.

De même, il parle de l'influence qu'a eue le droit international, non pas seulement le droit international du début de ce siècle mais de la suite sur les uns et les autres car là encore, on a créé des théories. « *L'arbre de la vie est éternellement vert* » c'est Goethe. On a figé beaucoup de choses qui ne peuvent pas être figées donc il faut développer le droit international mais il ne faut pas s'imaginer que la solution est dans les relations internationales toutes faites par le droit international ou par la recherche sur le type genevois.

Cela est assez étonnant d'ailleurs parce que je me souviens d'une conversation que j'ai eu avec Brossolette pendant la guerre. Quand il est venu à Alger, nous ne nous étions pas donné le mot et il m'a dit : « *Tu vois nous étions bien-sûr des jeunes gens tout à fait parfaits et nous étions enthousiastes. Eh bien, il faut continuer à l'être. Mais nous étions tombés dans l'abstraction, n'y retombons pas car nous ne parlions plus des problèmes que comme s'ils étaient résolus.* »

¹⁰ Stanley Hoffmann, né le 27 novembre 1928 à Vienne et mort le 13 septembre 2015 à Cambridge (Massachusetts), est un professeur franco-américain de sciences politiques à l'université Harvard et un historien de renommée internationale.

M. Vaïsse : Ce que vous dites est prodigieusement intéressant mais en même temps curieux, bizarre parce que vous avez tout de même dit, tout à l'heure, à propos de la Société des Nations, qu'il y avait des choses très concrètes comme par exemple quand vous citiez le professeur Rajchman, et qu'il y en avait bien d'autres. Par conséquent, cela c'est une chose bien concrète et je ne comprends pas pourquoi vous dites : « *Au fond, tout ça, cela manquait de substance, c'était trop abstrait* ». Qu'est-ce qui était trop abstrait ?

L. Joxe : Le côté politique. Je suis tout à fait de votre avis. La grande réussite, cela aurait été le Bureau International du Travail. La grande réussite a été l'Organisation d'Hygiène. On peut citer aussi la grande réussite des travaux publics, par exemple. Mais sur le plan de la recherche politique et de l'action politique, on finissait par s'élever au-dessus de l'objectif.

Il n'y a aucun regret, aucun n'a de remords mais il faut dire avec son cœur malgré tout qu'à l'heure actuelle, l'étude scientifique des relations internationales s'est bien développée par rapport à ce qu'elle était à ce moment-là. Elle s'est développée et si vous voulez, on reprend l'habitude de ne rien oublier au passage maintenant dans la discipline en question et dire qu'elle n'est ni la philosophie, ni l'histoire, ni le droit, la géographie ou toute autre science mais qu'elle est une science ou plutôt une espèce de travail permanent en lui-même. Cela me paraît tout à fait exact. Par exemple, ne pas tenir compte dans la vie économique internationale des grands problèmes économiques donne suffisamment de preuves de ce que nous avons fait, nous la génération précédente. Maintenant une entreprise à laquelle on peut se livrer : la vie économique, les aspects de la vie économique, les bienfaits de la vie économique, les méfaits de la vie économique... Tout cela ne nous a laissé que très peu perdants, vous savez.

Je veux dire que si vous voulez une série d'entreprises qui ont été réussies, ce sont celles que vous indiquiez tout à l'heure et je suis tout à fait d'accord. Mais l'organisation du monde, j'aurais dû éclairer ma lanterne tout à l'heure, c'était une autre affaire. C'est sur ce point que je veux conclure. J'ai l'impression qu'on parlait un langage qui n'avait pas la même signification pour les uns et pour les autres.

M. Vaïsse : Est-ce que la responsabilité réside dans l'idée qu'on s'en est fait ou est-ce qu'elle ne réside pas dans « ces monstres froids » précisément dont vous parliez ?

L. Joxe : Oui, exactement et vous avez raison. C'est-à-dire que ce ne sont pas des souvenirs que je vous raconte mais je vous les raconte tout de même parce que de temps en temps on fait oraison.

Vous avez parfaitement raison et là encore une Société des Nations telle qu'elle a été faite à cette époque est une société des États. Un État valait un État. Et, si je puis dire, le Luxembourg était sur le même pied, à peu près, enfin en théorie, que les États-Unis qui n'y étaient pas d'ailleurs, au début.

Quand Hoffmann dit : « *Les monstres froids, c'est les États* », fonder une Société des Nations sur la notion d'État, c'est évidemment, comment dirais-je, faire la caricature de Condorcet. C'est faire là encore de l'abstraction car un État est un État, c'est entendu mais c'est aussi une nation, c'est un peuple, ce sont des peuples, c'est ce qu'on voudra. Des rapports ont été pris sur un rythme et un ton qui donnaient à l'État, qui décernaient à l'État une mission qu'il devait remplir mais qui le dépassait.

Et là encore, j'ajouterai que s'il y avait eu un organisme sur le plan intellectuel, sur le plan des idées, sur dieu de ce nom, et bien il aurait pu rendre de grands services à condition qu'il ne se perde pas dans l'intellectualisme des hauteurs, qu'il soit plus populaire et qu'il puisse exercer une influence. Le droit international l'a fait, je dirais, sur des peuples dans la mesure où il s'agissait des travailleurs.

Pour moi, le sentiment que j'ai, est qu'en effet, encore maintenant, une telle conception est encore celle qui nous domine mais qu'il faut trouver autour pour pouvoir animer des éléments comme l'Assemblée par exemple, dont le résultat est piteux et le Conseil dont le résultat n'est pas fameux. Il faudrait qu'on sente passer le sang et qu'il y ait un phénomène qui se passe d'ailleurs dans certains pays et pas dans d'autres. Vous me direz que c'est en grande partie à cause de leurs statuts, oui, c'est entendu mais les institutions doivent être faites pour dépasser tout cela.

M. Vaïsse : Il y a quelque chose sur lequel je voudrais que vous reveniez. C'est d'une part l'ouverture sur l'étranger dont vous avez parlé tout au début et vous avez ajouté : « *comme d'autres jeunes* ». Est-ce que c'est une question de génération, d'une part ? Est-ce qu'à cette époque-là, la France vous paraît insuffisamment tournée vers l'étranger, insuffisamment ouverte à l'étranger ? Vous avez eu la chance extraordinaire de pouvoir visiter l'Europe, de voir beaucoup de pays d'Europe à cette époque-là. Est-ce que c'est quelque chose qui était partagé par d'autres jeunes, comme vous l'avez dit ? Est-ce que par conséquent, votre ouverture internationale date de la fin de la Première Guerre mondiale et qu'est-ce qui l'a favorisée ou qu'est-ce qui a été à l'encontre de ce souhait que vous aviez ? C'est la première question et puis, la seconde provient des noms que vous avez cités au moment où vous passez à la SDN. Vous avez parlé d'un certain nombre de Français, il y en a un que vous ne citez pas et, peut-être est-ce tout à fait fortuit, c'est Joseph Avenol¹¹. J'aurais voulu, si c'est possible, que vous parliez aussi de Joseph Avenol si vous l'avez connu, voilà les deux questions.

L. Joxe : Je ne vous ai pas cité tous les membres du Secrétariat, il y en avait d'autres, il y avait Sorel Grolman par exemple. Attendez que je réfléchisse parce que je n'ai rien préparé. Sur le premier point, voulez-vous le reprendre s'il vous plaît.

M. Vaïsse : C'est à propos des ouvertures sur l'étranger.

L. Joxe : L'ouverture sur l'étranger, il n'y a aucune comparaison entre l'ouverture sur l'étranger que peut avoir un jeune homme à l'heure actuelle et les hommes de ma génération.

Premièrement, si vous voulez c'est la vie courante mais c'était une entreprise que de partir pour l'étranger ou de courir le monde. Maintenant, cela ne l'est plus. D'autre part, l'information a fait de tels progrès que par rapport à mon temps, elle est immédiate. Ils ne doivent plus chercher leurs informations, les choisir et discerner ce qu'il faut retenir et ne pas retenir. Il y a cela mais aussi autre chose. Notre génération était sortie de la guerre et elle allait entrer dans la guerre. D'abord, nous avions 17 ans en 1918, l'année suivante nous partions. Et puis brusquement la victoire est arrivée, et quelle victoire, je dis cela dans les deux sens du terme. Mais la grande hantise - elle est noble - a été d'éviter que la guerre revienne. Après tout, c'était la première fois qu'on sortait du jeu romain de la guerre qui consistait à envoyer des Curiaces se battre contre des Horaces. C'était la première guerre populaire au sens

¹¹ Joseph Louis Anne Avenol, né le 9 juin 1879 à Melle (Deux-Sèvres, France) et mort le 2 septembre 1952 à Duillier (canton de Vaud, Suisse), est un haut fonctionnaire français, diplomate, secrétaire général de la Société des Nations du 3 juillet 1933 au 31 août 1940.

fonctionnel du terme et il n'y avait pas de précédent, même la guerre de 1870 est une guerre qui avait concerné une minorité de pays, ses conséquences, non, la guerre, si.

Avec un homme comme Henri Bonnet qui avait peut-être dix à quinze ans de plus que moi, il n'y avait pour lui aucune différence, c'est pour cela que le lien était si facile à établir. C'était un jeune homme âgé qui s'occupait d'un jeune homme jeune et c'est ainsi pour beaucoup d'entre eux. Dans tout le Secrétariat, naturellement je ne vais pas vous citer tous les noms, il y avait une espèce d'ouverture vers la jeunesse. Se disant : « *Ceux-là, ils vont avoir une chance, ils vont pouvoir construire quelque chose* » et ils ont échappé à ce massacre de notre génération.

Ce qui a passé au premier plan, c'est cette idée de recherche de la paix, d'organisation de la paix et c'est ce côté-là qui a été abstrait. Non pas que nous soyons dupes, pas du tout. Voyez par exemple, quand Pierre Cot¹² rapporte le pacte Briand-Kellogg¹³, il n'y croit pas c'est évident. Il le dit fortement, il l'a rapporté et dit devant tout le monde à l'Assemblée nationale. Il prévient et c'est là qu'est le point important. C'est qu'en fait, il y a une espèce de rêve collectif mais encore une fois, je les aime bien tous. Et même moi jeune, je veux dire que c'est peut-être notre problème, le problème qui se posait à nous : organiser la paix mais l'organiser comme un jardin à la française.

Tout marchait fort bien mais une tendance a prouvé que non, aux dépens d'une certaine indépendance d'action politique parfois. Je pense d'ailleurs à l'occupation de la Ruhr car là a été le test, n'est-ce pas. On savait qu'Hitler...¹⁴ Non, excusez-moi, dans les Bouches du Rhin, je veux dire, quand ils entrèrent dans les Bouches du Rhin, on pouvait sauter dessus, la machine n'a pas marché. Vous me direz qu'il en aurait été de même dans d'autres circonstances, oui c'est vrai. Mais quand on prétend qu'on organise la paix, il faut au moins ne pas se tromper sur la qualité de la marchandise.-

L'autre question ?

M. Vaïsse : C'était sur Joseph Avenol.

L. Joxe : J'ai peu connu Joseph Avenol, vous l'avez connu ?

M. Vaïsse : Je l'ai connu par ses papiers.

L. Joxe : Au fait, vous ne pouvez pas avoir connu Joseph Avenol, je ne sais pas comment vous dire, j'aurais voulu d'abord vous demander ce que vous en pensez parce que moi, je ne l'ai pas connu personnellement. Il était dans sa tour d'ivoire, en général. Il avait tout du même

¹² Pierre Jules Cot, né le 20 novembre 1895 à Grenoble (Isère) et mort le 21 août 1977 à Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier (Savoie), est un homme politique français.

¹³ Le pacte Briand-Kellogg, ou pacte de Paris, est un traité signé par soixante-trois pays qui « condamnent le recours à la guerre pour le règlement des différends internationaux et y renoncent en tant qu'instrument de politique nationale dans leurs relations mutuelles ». L'initiative de ce pacte revient à Aristide Briand, ministre français des Affaires étrangères, et Frank Kellogg, secrétaire d'État américain. Signé le 27 août 1928 à Paris, il entra en vigueur le 24 juillet 1929. C'est le climat détendu des relations internationales qui permet la signature de ce pacte, par 15 puissances dont la France, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Italie, l'Allemagne et le Japon, pour la renonciation générale à la guerre. Si le pacte est accueilli dans l'enthousiasme aux États-Unis, il suscite une réserve indéniable en Europe. C'était un texte qui avait en principe une portée limitée dans la mesure où aucune sanction n'était prévue en cas d'infraction, seule une réprobation internationale étant envisagée.

¹⁴ Phrase interrompue

type que les autres qui avaient une foi ardente et partageaient pour organiser le monde avec cette gentillesse de tous vis-à-vis des plus jeunes pour la mission à remplir.

Avenol, je ne peux pas le juger, seulement vous qui avez fait le bilan, vous pouvez peut-être le juger.

M. Vaïsse : Vous n'avez pas fait le bilan.

L. Joxe : Non, j'ai fait le bilan de ce dont je parle.

M. Vaïsse : Il y a une biographie faite par un universitaire américain sur Joseph Avenol qui est extrêmement dure pour Joseph Avenol, l'accusant même de trahison et c'est dans le titre.

L. Joxe : Comment s'appelle cette... ?

M. Vaïsse : Joseph Avenol, *Betrayal from Within* ou Trahison de l'intérieur en français.

L. Joxe : La trahison, elle était dans le choix de l'homme, je ne parle pas de lui mais de ceux qui l'avait choisi. Là encore, parlons franc, je n'ai jamais eu d'attrance pour Avenol. C'est un inspecteur des Finances rigoureux et très peu généreux, enfin très peu animé. Il traitait cela comme il aurait traité n'importe quelle affaire relevant de la direction du Trésor. Il n'avait pas d'imagination. Les autres avaient de l'imagination surtout le Britannique, le premier Britannique qui était Truman. Sir Eric¹⁵ était un animateur, c'était peut-être un peu trop un homme gentil. Avenol était fermé à tout.

Comme je vous dis, je ne peux pas l'apprécier et puis, il était au fond très égoïste, très égocentrique. Il pensait à sa place peut-être souvent beaucoup plus qu'il n'était nécessaire parce que finalement une entreprise comme celle-là demande une certaine gratuité. Enfin, cela c'est secondaire. De là à parler de trahison, non, il n'a pas trahi. Il n'a pas aidé comme il aurait pu aider. Pourquoi l'avait-on mis là, je ne sais pas.

M. Vaïsse : Je crois que le mieux c'est peut-être de revenir sur certains des points sur lesquels nous voulions vous demander votre avis ou votre opinion. Lors de notre premier entretien qui n'était pas enregistré, vous nous avez parlé de Philippe Berthelot¹⁶ et vous aviez dit qu'il avait eu un rôle dans votre carrière ?

L. Joxe : Oui, enfin indirectement.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez donc connu Philippe Berthelot ? Est-ce que vous avez connu Alexis Leger ? Est-ce que vous pourriez nous parler à la fois de Philippe Berthelot et d'Alexis Leger ?

L. Joxe : Faire un parallèle ?

M. Vaïsse : Non, sans faire du tout un parallèle !

L. Joxe : Ah ! C'est bien difficile pour un ancien membre de cette maison

¹⁵ Nom inaudible

¹⁶ Philippe Joseph Louis Berthelot, né à Sèvres le 9 octobre 1866 et mort à Paris le 22 novembre 1934, est un diplomate français. Fils du chimiste et homme d'État Marcellin Berthelot et de Sophie Berthelot (famille Breguet), il est l'une des figures les plus marquantes du Quai d'Orsay du début du XXe siècle. Il suit une formation de juriste mais également une formation en langues, histoire et philosophie orientales.

M. Vaïsse : Mais c'est tout à fait confidentiel.

L. Joxe : Philippe Berthelot, je l'ai vu rarement.

J'ai été convoqué par Philippe Berthelot, ici même dans cette maison, au troisième étage. Il s'est allié à ma femme. Et je me souviens, il m'a reçu (je venais de passer le concours du Sénat parce que le secrétariat du Sénat est une chose extrêmement agréable et aussi la Chambre des députés ; on peut faire tout ce qu'on veut en dehors du moment où on n'est pas secrétaire, et on peut y avoir de grandes libertés). Philippe Berthelot, qui ne me connaissait pas, m'a dit : « *Asseyez-vous* » avec cette voix qui était unique, en martelant les mots les uns après les autres. Il était très aimable, très gentil, il m'a dit : « *Je sais que vous venez d'être reçu au Sénat, ferez-vous vraiment cette existence avec des macrobites ?* ». Des macrobites, ce sont des vieillards. Cela a été une secousse, une décharge électrique parce que c'était de la provocation.

Au fond, l'action de Philippe Berthelot a toujours été celle d'un homme qui avait le sens de l'État au plus profond de lui mais qui avait des faiblesses, vous le savez, mais qui était étonnement intelligent. Vous avez déjà lu des notes de Philippe Berthelot ?

M. Vaïsse : J'en ai lu, oui.

L. Joxe : Je ne l'ai pas connu suffisamment pour vous en parler davantage mais dans la mission qui était la sienne, il avait une connaissance du sujet, une pertinence. Il soutenait ses thèses non pas pour qu'on les adopta toujours mais en les martelant justement parce qu'il prenait position avant et pas après. Je crois que, le rôle du Secrétariat général du Quai d'Orsay, c'est d'assurer la continuité bien entendu mais c'est aussi d'être, si vous voulez, le veilleur de la nuit, être le confesseur de la paroisse, le confident en tout cas de ses subordonnés même quand il le faut, quand le malheur arrive, c'est-à-dire quand il n'y a pas de gouvernement. À cette époque-là, il n'y avait pas de gouvernement. Tous les huit jours, de son pouvoir (comme c'était son droit) il allait voir le président de la République directement. Et d'ailleurs, le président de la République, moi j'ai connu encore cela, faisait venir pendant les crises le secrétaire général des Affaires étrangères et le directeur du Budget, c'était les deux hauts fonctionnaires qu'il consultait. Dans cet emploi, il a été tout à fait remarquable.

On peut le discuter. Je n'entrerai pas dans le détail mais ce qu'on ne peut pas discuter, c'est qu'il autorisait lui-même à la discussion. Il apportait quelque chose, une pierre de touche. Il n'avait pas de grands principes à priori, ce qui était assez utile, même Briand a joué du violoncelle et lui était là tout de même pour servir. L'ennui, comme vous le savez, il se servait lui-même. La famille Berthelot, c'était quelque chose d'assez étonnant, les Berthelot.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez quelques idées par exemple sur la Société des Nations ?

L. Joxe : Non, mais il partait du donné vers une Société des Nations. Je ne pense pas qu'il y ait eu la religion de la Société des Nations. Mais elle était là et il convenait que la France fit son métier là comme ailleurs.

M. Vaïsse : Est-ce que dans les pays de la Petite Entente que vous avez bien connus, Philippe Berthelot a joué un rôle important ?

L. Joxe : Oui, il a joué un rôle important mais seulement quand il faisait beau. Tandis que quand cela se gâte, il n'est plus là. On peut dire que dans les pays de la Petite Entente (je cherche le nom du secrétaire général des Affaires étrangères, je ne parle pas de Benes qui était

ministre des Affaires étrangères mais de Krofta¹⁷). Krofta était un grand professeur. C'est la république un peu des professeurs et, forcément, il a été nommé secrétaire général des Affaires étrangères. C'est un peu l'esprit de Philippe Berthelot et de la Petite Entente. C'est quand même en grande partie l'œuvre de Philippe Berthelot. Bien entendu des ministres mais les ministres sont là pour qu'on leur apporte les plats. Philippe Berthelot a en effet marqué un certain nombre d'hommes d'Europe et, en particulier, à Prague.

Quant à Leger, je ne l'ai pas beaucoup connu, je l'ai plutôt connu après la guerre.

M. Vaïsse : Vous l'avez connu après la guerre ?

L. Joxe : Oui, je le voyais régulièrement quand il venait en France, il m'invitait toujours. C'était beaucoup plus difficile de cerner Leger.

M. Vaïsse : Vous ne l'avez pas connu pendant la période où il était secrétaire général ?

L. Joxe : Si, je l'ai connu pendant qu'il était secrétaire général parce qu'en 1940 je l'ai oublié comme tout le monde, et puis à un moment donné, on l'a nommé commissaire à l'information avec Giraudoux. On lui donne un monstre qui a été préparé par le ministère de la Guerre qui s'appelle donc le Commissariat à l'information. Je connaissais bien Giraudoux, je connaissais surtout les amis de Giraudoux, et au bout de six mois on m'a demandé de revenir à Paris parce que j'étais à ce moment-là, directeur des services étrangers de l'Agence Havas. J'étais donc mobilisé et on me ramène à Paris en me disant : « *M. Giraudoux voudrait vous avoir à côté de lui.* » Je faisais naturellement la liaison quotidienne entre les Affaires étrangères et Giraudoux. C'était en quelque sorte un peu un chef de cabinet. J'ai vu Leger à ce moment-là.

C'était superbe d'être convoqué par Leger parce qu'on avait droit à une sorte de gala. Voilà, on avait droit à la poésie d'abord, un rien de sorcellerie même dans les Affaires étrangères et, puis à une échappée étonnante et des retours, de temps en temps, à la réalité mais, si vous voulez, il fallait le laisser faire, il fallait se laisser prendre et ensuite réagir parce que quelquefois il se trompait lourdement. Je pense que Briand avait besoin d'un homme comme lui.

Ensuite, pendant la guerre, je dois dire que je ne sais pas ce qui s'est passé. Mais après, il a continué à badiner en marchant au-dessus de la terre, à quelques pieds. J'ai gardé des souvenirs merveilleux de cet exercice mais je ne crois pas que ce fût exactement la matière politique ou la matière internationale mais c'était un homme très intelligent, capable d'erreurs mais cela venait d'une sorte de parti-pris chez lui. Il mélangeait tout.

M. Vaïsse : Quand vous l'avez revu après la guerre, est-ce que vous n'êtes pas revenu dans des conversations avec lui sur ce qui s'était passé entre 1933 et 1940 ?

L. Joxe : Non, jamais. Il revenait en France régulièrement. Je trouve qu'il n'avait pas du tout compris les affaires de la France pendant la guerre. Je crois qu'il n'avait pas du tout compris que la solution devait sortir de la France, que la résurrection de la France devait sortir de la France et qu'il s'était laissé aller à certaines formules qui ont été la solution venant de l'extérieur, des États-Unis et imposée en quelque sorte, ce qui nous a fait trembler dans nos propres carcasses parce que cela c'était la mode ou quelque chose du moment. Un gouvernement imposait des ordres et il fallait qu'en toutes circonstances, la France qui ne pouvait pas parler fut interprétée et parla quand elle pouvait parler.

¹⁷ A confirmer : Kamil Krofta (17 juillet 1876 – 16 août 1945) était un historien et diplomate tchécoslovaque.

M. Vaïsse : Anticipons un peu par rapport à ce que nous dirons dans d'autres entretiens puisque vous nous parlez d'Alexis Leger après la guerre. Il connaissait bien entendu votre rôle auprès du général de Gaulle ?

L. Joxe : C'est intéressant ce que vous dites là parce que justement il y a une chose assez curieuse, il m'a envoyé par des intermédiaires, de Washington, des petits messages. Il y a un certain nombre de gens qui sont venus me trouver et qui m'ont dit : « *Je viens des États-Unis, j'ai vu Alexis Leger, il m'a chargé de beaucoup d'amitié pour vous, etc.* » À mon avis, il se trompait complètement pendant cette période. Ce n'était pas une raison pour l'abattre, il n'avait pas de responsabilité autre qu'être Alexis Leger et quand il est revenu, on m'a dit : « *Est-ce que vous voulez le revoir ?* » « *Oui certainement, mais c'est le poète que je veux, c'est l'écrivain.* » Je n'ai pas d'ailleurs cherché à faire autre chose. Pourquoi ? J'avais assez de considération pour lui et lui avait assez de personnages à vivre sans qu'on les adapta tous.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez été au courant de l'échange de correspondances entre le général de Gaulle et Alexis Leger ?

L. Joxe : Naturellement, oui.

M. Vaïsse : Et alors qu'est-ce que vous en avez pensé à ce moment-là ?

L. Joxe : Absurde.

M. Vaïsse : Absurde, la réponse d'Alexis Leger ?

L. Joxe : Attendez, la réponse d'Alexis Leger, pouvez-vous m'éclairer je ne me souviens plus très bien ?

M. Vaïsse : Le général de Gaulle a cherché à attirer de son côté un certain nombre de hauts fonctionnaires, de personnages importants.

L. Joxe : C'est une circulaire, en somme ?

M. Vaïsse : Oui et il y a eu même une lettre personnelle à Alexis Leger à laquelle Alexis Léger a répondu par une fin de non-recevoir. On peut penser qu'Alexis Leger jouait un peu un destin personnel ou un rôle personnel.

L. Joxe : Oui, sans aucun doute, j'avais eu alors au ministère des rencontres très curieuses qui prouvent bien qu'il voulait jouer un rôle personnel. Il a cru, j'imagine, que lui Alexis Leger allait être le trait d'union entre les alliés et la France. La France tant qu'elle était occupée. Et c'est là que je trouve qu'il est absurde.

Il ne se rendait pas compte de la réalité. Un homme comme Monnet par exemple, je l'ai vu arriver en Algérie extraordinairement méfiant à l'égard de de Gaulle. Avant que de Gaulle arrive en Algérie, on a raconté un tas de choses qu'on fabriquait en Amérique. Parlons d'un cas où dans l'entourage de Leger, cela n'a pas une grande importance d'ailleurs, il m'a sorti des choses étonnantes, par exemple l'idée de faire jouer la loi Tréveneuc. La loi Tréveneuc est une loi, votée après la guerre de 1870, qui prévoit qu'en cas d'invasion du territoire, les conseils généraux se réunissent de plein droit pour former un gouvernement. Je me souviens toujours d'avoir dit à Monnet, au Grand Soleil (parce qu'on se réunissait tous au Grand Soleil à Alger) mais il n'y avait personne : « *Est-ce que vous croyez que c'est avec les conseils généraux de ces trois départements français que nous allons pouvoir former un gouvernement qui*

représente la France, est-ce que vous pensez ça un seul instant ? » Monnet avait des idées comme cela derrière la tête mais qui étaient honnêtes. Et il me dit : « *Ah oui, cela c'est vrai, je n'y avais pas pensé. J'ai déjà vu les conseillers généraux mais cela c'est une idée, je crois, d'Alexis Leger.* » Après enquêtes et recherches, Monnet n'avait pas inventé cela tout seul puisque Monnet n'était pas un homme qui connut les lois de la République.

J'ajoute d'ailleurs que la loi Treveneuc n'étant pas dans la Constitution, elle tombait d'elle-même. Et puis, il n'y avait pas de constitution, il y avait quelques lois mais elle n'a pas été reprise par la IIIe République. C'est secondaire mais les choses essentielles c'est qu'on fait la soupe avec ce que l'on a, mais là on n'avait pas grand-chose à sa disposition.

Monnet s'est rendu compte à Alger assez rapidement que le problème n'était pas de savoir si on pouvait imposer un gouvernement vraiment républicain aux alliés et même à la France. Le problème était d'être sûr que de Gaulle serait un républicain.

Pourquoi ? Parce qu'une chose qui échappait totalement à Monnet et dès qu'il s'est mis au travail, je vous jure qu'il a rattrapé le temps perdu le temps qu'il a été là. Je lui dis : « *Mais écoutez, la Résistance cela existe et cela n'existe pas. Si vous prenez une abstraction, vous êtes perdu, si vous prenez tous les gaillards qui vont venir au front successivement, vous n'êtes pas perdu.* » La Résistance pour Alexis Leger d'ailleurs comme pour Pompidou, c'était une histoire littéraire alors que c'était la raison d'être même de pouvoir traiter d'égal à égal d'abord avec les Anglais ensuite avec les alliés. Là, je crois qu'il n'a rien senti de tout cela.

Ce que je pourrais dire de plus d'Alexis Leger sinon que je l'admire profondément au point de vue littéraire mais la difficulté, je crois que c'est cela le grand talent d'un homme qui se trouve dans cette situation, c'est de ne pas accepter de se sentir émigré. L'émigration est une très mauvaise conseillère parce qu'on ne voit pas les dimensions et la réalité des choses. Il n'y a rien de ridicule quand Alexis Leger se dit : « *Je pourrais être utile à mon pays* » mais les lois et les moyens, il faut savoir les apprécier. On n'est jamais tout fait à tout moment pour une circonstance. Et il faut savoir jouer d'ailleurs, être beau joueur et comprendre que ce n'est pas comme cela.

M. Vaïsse : Est-ce qu'on pourrait peut-être revenir à certains points que vous avez cités. Par exemple vous avez participé au Cabinet de Pierre Cot à deux moments différents ?

L. Joxe : Vous me parlez du début, n'est-ce pas ?

M. Vaïsse : Vous faites partie d'un cabinet ministériel, chose extrêmement intéressante. Mais qui entrait dans les cabinets ministériels à ce moment-là, je veux dire dans les cabinets de ministres ? Comment y entrait-on ? Quelle était votre action auprès de Pierre Cot. Et Pierre Cot lui-même, quel rôle a-t-il eu en politique étrangère ? Est-ce qu'il avait une action particulière, originale, personnelle ou est-ce qu'il s'insérait dans le courant d'Aristide Briand, Paul-Boncour et dans cette frange des hommes politiques qui étaient tous autour du parti radical ou radical socialiste ou du parti socialiste ? Qui avez-vous connu ? Est-ce que vous avez connu Joseph Paul-Boncour, Édouard Daladier, Édouard Herriot et est-ce que vous pouvez nous en parler un peu ?

L. Joxe : Je les ai tous connus. Puisque nous parlons du passé, je fais exprès de sauter par-dessus la chronologie, j'avais fondé avec Louise Weiss à *Europe Nouvelle* une espèce de lieu de rendez-vous pour les gens qui s'intéressaient à la Société des Nations et à son œuvre, naturellement. On avait appelé cela l'École de la Paix, nom un peu grotesque à mon avis. On

va toujours à l'école et cette École de la Paix relevait un peu de l'université défunte des Annales où des gens de grand gabarit s'y retrouvaient et s'y rencontraient. J'ai encore la collection de toutes les interventions qui s'y sont produites. C'était assez remarquable, on le voit maintenant, car pas un des serviteurs de la Société des Nations n'y a échappé sauf peut-être Avenol précisément dont nous parlions tout à l'heure.

Tous les grands directeurs sont venus expliquer ce qui se passait dans les directions et cela faisait beaucoup de bien à la Société des Nations. Rajchman s'est expliqué plusieurs fois ainsi qu'un Hals pour le transport et d'autres dans les services qu'on pourrait appeler techniques car la technique est une affaire internationale, c'est par là qu'il faut l'approcher sans aucun doute. Nous nous retrouvons tellement. Les affaires économiques, je ne sais pas s'il y avait quelqu'un dans leur ensemble, je ne crois pas, cela doit être un des secrétaires généraux qui s'en occupait.

Il y avait aussi les ténors. Les hommes politiques qui ont parlé : Herriot, Briand non, (Briand était mort), Briand est mort en quelle année ?

M. Vaïsse : Il est mort en mars 1932.

C. Pozzo Di Borgo : Ils ont célébré le cinquantenaire de sa mort.

L. Joxe : Oui, c'est cela, il est mort en 1932 et l'École de la Paix c'est 1931-1932. Herriot, Paul-Boncour, Pierre Cot, Henri de Jouvenel qui était un orchestre à lui tout seul, qui encore ?

Il n'y a que l'embarras du choix, il y a eu trois séries sur trois ans ou deux ans et puis aussi des hommes qui ne sont pas des hommes politiques mais des techniciens qui avaient quelque chose à dire tel que Paul Valéry par exemple. C'était un homme inoubliable et puis aussi les grands hommes de ces techniques à commencer par Albert Thomas bien entendu.

Si vous voulez, je les ai tous connus, pas intimement mais je les ai tous connus et encore une fois, leur ingéniosité, cette façon d'empoigner le problème est resté intacte. Je ne cherche pas du tout à les diminuer en disant ce que je vous ai dit au début mais je me suis situé, ce n'est pas eux que je situe. Herriot arrivait là, n'ayant d'ailleurs rien préparé, ce n'était pas la peine, c'était prêt et il ouvrait son cœur dans un langage admirable d'ailleurs avec une étonnante richesse d'esprit. N'oublions pas que c'est quand même lui qui a lancé, je crois, la première formule et il pouvait en bon universitaire faire des citations. Son premier discours sur le sujet se terminant par Pascal : « *La justice sans la force est impuissante, la force sans la justice est tyrannique.* » Le dilemme était parfaitement posé et allez... Je ne me moque pas de lui, je dis c'était un admirable orateur, pas du même ordre que Briand car Briand était tout à fait étonnant.

Briand ne préparait rien du tout mais il avait une espèce de conclusion qu'il cherchait par exemple pendant le déjeuner. Je me souviens qu'un jour je l'ai vu sortir de sa poche un petit bout de papier grand comme ça et puis écrire un mot, il a replié le papier et l'a fourré dans sa poche. Moi j'avais vu ce qu'il avait écrit. Il avait écrit le mot arbre.

À la fin du déjeuner, nous disons tous à Briand, dans la délégation française : « *Vous voulez aller peut-être méditer un peu, vous reposer...* » il nous fait, « *Si vous y tenez, non ce n'est pas la peine, restons tranquille.* » Puis, il est reparti et nous nous sommes retrouvés à la salle des séances. Il a fait un discours assez remarquable d'ailleurs, à tous points de vue et puis, chemin faisant, il a sorti le bout de papier et alors cela a été l'envolée. Il a dit qu'il fallait creuser les

choses, enseigner, etc. Puis, une grande péroraison : « *Car la dernière feuille à l'extrémité de la dernière branche de l'arbre ne sent pas la montée silencieuse de la sève qui va vers le ciel.* » Cela veut dire : n'oublions pas ce que nous faisons. Voilà, cela c'était lui, tandis qu'Herriot c'était très académique, bon très bien, la justice sans la paix...

Voilà ces deux hommes, c'était l'image, je venais mais c'était l'art oratoire. Vous n'avez aucune idée de ce que c'était que cet art oratoire et c'est encore une critique que je me sens obligé de faire. Un monde nouveau, un nouveau système ne sort pas de l'art oratoire, il est illustré par l'art oratoire mais il n'est pas dominé par l'art oratoire.

M. Vaïsse : Mais au fond, dans le prestige du général de Gaulle, il y a aussi l'art oratoire ?

L. Joxe : Oui, il y a quelque chose de touchant dans le général de Gaulle, mais ce n'était pas un orateur.

M. Vaïsse : Oui, mais ses discours ?

L. Joxe : Justement, prenons un discours du général de Gaulle, vous avez ceci pour le présent, ceci pour l'avenir. Il voit loin, mais c'est très concret. Il plante des jalons, il s'interroge, etc. mais il ne prend position que sur les points sur lesquels il veut un peu orienter. De Gaulle était un orateur de l'école tandis qu'on naît orateur. Herriot était né orateur. Briand était né orateur, Jouvenel était né orateur.

Je me souviens de Jouvenel, campé comme cela face à la foule, trois mille personnes, au Trocadéro, les mains sur les hanches et disant ou prophétisant : « *Comme seuls les vainqueurs, nous avons les reins solides des vainqueurs.* » Les reins, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela ne veut rien dire du tout.

Non, de Gaulle ne savait pas parler. Dans les premiers temps, à Londres, dans ce qu'on pouvait écouter à la radio qui venait de Londres, c'était frappant. Une voix heurtée, un style martelé puis il s'est mis à la chose et, naturellement, on fait des progrès quand on se met à quelque chose mais ce n'est pas des progrès d'orateur, ce sont des progrès qui appuient et disent les choses.

M. Vaïsse : Vous venez de faire allusion au congrès du Trocadéro qui se passait en octobre-novembre 1931, juste avant la Conférence du désarmement. Vous assistiez, vous étiez un des organisateurs ?

L. Joxe : Si l'on peut dire.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez des souvenirs particulièrement désagréables de cette séance qui s'est mal terminée ?

L. Joxe : Oui, désagréables.

C'était organisé par le mouvement international pour la Société des Nations. Lord Robert Cecil¹⁸ était un homme persuadé, en somme c'était, si vous voulez, un prêtre du point de vue de sa croyance, c'était un homme très respectable. Et il avait cru que les choses se passaient en France comme en Angleterre. Il a regretté très profondément que cela se soit passé ainsi. Mais

¹⁸ Lord Robert Cecil est un des architectes de la Société des Nations et un de ses défenseurs, ce qui lui valut le prix Nobel en 1937.

quand même, c'était une grande chose car, en effet, les bandes virulentes avaient tout déchiré, tout cassé... Je me souviens qu'au milieu de tout cela, c'était très curieux, Herriot présidait et Jouvenel donnait des conseils. Ni l'un ni l'autre ne se rendait compte que les micros marchaient et ils s'engueulaient tous les deux à voix basse et tout le monde entendait, trahis par la science appliquée. Puis, il y avait de Madariaga qui se moquait des éditeurs espagnols et il y a eu un échange d'énormes grossièretés, d'énormes injures. C'était extraordinaire ce contact d'inspiration presbytérienne ou ce qu'on voudra, et l'optimisme français. L'activité française est un fait prodigieux. C'était une bonne dame qui s'appelait¹⁹ qui avait eu cette idée et il y a eu une part des sabotages aussi des autorités en place, n'en doutons pas. Enfin, n'en parlons plus. Qui est-ce qui était président du Conseil, à ce moment-là ?

M. Vaïsse : Pierre Laval, est-ce que vous avez eu des informations ?

L. Joxe : Oui, c'est lui qui avait fait saboter. Ils en organisent des choses.

M. Vaïsse : Aristide Briand qui était ministre des Affaires étrangères ?

L. Joxe : Oui, un silence.

M. Vaïsse : Un des membres des Croix-de-Feu²⁰ qui s'appelle Chopine²¹ a laissé un témoignage écrit de ses souvenirs dans lequel il dit : « *Manifestement le sabotage venait de très haut.* » Ceci dit, c'est un témoignage d'un participant mais c'est extrêmement grave ce que vous dites parce que c'était le lancement de la campagne à la veille de la Conférence du désarmement. La France pour moi avait deux politiques étrangères qui s'opposaient.

L. Joxe : Il y avait deux politiques étrangères qui s'opposaient

M. Vaïsse : Celle de Pierre Laval et celle d'Aristide Briand.

L. Joxe : Oui, c'était deux hommes politiques qui s'opposaient, évidemment. Mais on pourrait regarder la liste des membres du gouvernement de cette époque-là, il y avait plus de deux politiques, je ne me souviens pas si de Mondy²² faisait partie du cabinet à ce moment-là ?

M. Vaïsse : Non, il y avait André Maginot²³ comme ministre de la Guerre, il y avait Flandin²⁴, il y avait Tardieu²⁵ qui en faisait partie aussi.

¹⁹ Nom inaudible

²⁰ L'association des Croix-de-Feu, ou Association des combattants de l'avant et des blessés de guerre cités pour action d'éclat (1927-1936), est à l'origine un mouvement d'anciens combattants français de la Grande Guerre qui se transforme ensuite en organisation politique nationaliste. Elle est dirigée par le colonel François de La Rocque (1885-1946). L'association est dissoute en 1936 par le gouvernement du Front populaire, puis remplacée par le Parti social français.

²¹ Orthographe à vérifier

²² Orthographe à vérifier

²³ André Maginot est un homme politique français, né le 17 février 1877 à Paris et mort le 7 janvier 1932 dans la même ville. Plusieurs fois ministre, son nom est associé à la construction, entre les deux guerres mondiales, de la ligne de défense censée protéger la France d'une éventuelle invasion allemande ou italienne.

²⁴ Pierre-Étienne Flandin, né le 12 avril 1889 à Paris 16e et mort le 13 juin 1958 à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes) est un avocat et homme d'État français. Il est président du Conseil (chef du gouvernement) de novembre 1934 à mai 1935 et organise la conférence de Stresa, en Italie, pour faire front commun contre le réarmement de l'Allemagne. En 1938, il approuve les « Accords de Munich » ; en décembre 1940, il est vice-président du Conseil en remplacement de Laval et ministre des Affaires étrangères du régime de Vichy pendant 57 jours.

L. Joxe : Tardieu était peut-être trop intelligent pour faire les choses de cette façon qui n'est pas tout à fait son caractère mais Laval, il faut s'attendre à tout. En tout cas, cela n'est pas venu spontanément, c'est une affaire qui a été organisée.

M. Vaïsse : Et le départ d'Aristide Briand du ministère, est-ce que c'est vraiment dû à sa maladie ?

L. Joxe : Départ à quel moment ?

M. Vaïsse : Deux mois après. Quand André Maginot meurt début janvier 1932, il y a un remaniement ministériel qui se passe deux jours plus tard et on apprend qu'Aristide Briand a donné sa démission. Est-ce que c'est pour des raisons de maladie ou est-ce que c'est parce que Pierre Laval a voulu s'en débarrasser pour prendre son portefeuille ?

L. Joxe : Je crois que ce n'est pas parce que Pierre Laval a voulu s'en débarrasser mais c'est le courant Laval qui commence à couler. C'est une hypothèse, enfin elle me paraît fondée. Mon souvenir sur le départ de Briand n'est pas très précis.

M. Vaïsse : Cela se passe un peu d'une façon de magicien. On a l'impression d'une passe de prestidigitateur, c'est à la faveur d'un remaniement ministériel qui touche des personnes et non pas qui touche une politique mais au fond une politique qui change. Quelques semaines auparavant, quelques mois auparavant, André-François Poncet était nommé ambassadeur à Berlin. Est-ce que cette nomination a signifié quelque chose du côté de *L'Europe Nouvelle* et du point de vue au fond, de tout ce que vous représentiez ?

L. Joxe : Vous savez, je serais extrêmement prudent. Je n'établirais pas de liens. Qui est-ce qui était avant François Poncet ?

M. Vaïsse : C'était de Margerie.

L. Joxe : On a l'impression d'un changement de politique évident parce que le vieillard est rentré chez lui et puis il ne s'est pas relevé. C'était la politique de Briand qui était condamné, c'était sûr. Nous n'avons pas dit que nous allions continuer la politique de Briand.

Au temps de François Poncet vous savez, M. de Margerie à ce moment-là ne devait pas être très loin de la retraite, il a dû être...²⁶ Il n'y a pas eu de sanction contre la...²⁷

M. Vaïsse : Non, absolument pas.

L. Joxe : Il est évident que François Poncet pouvait s'imposer comme ambassadeur à Berlin. Ce n'est même pas à démontrer, c'est clair. Il en avait peut-être envie, je n'en sais rien, ce n'est pas lui qui a intrigué.

M. Vaïsse : Ce que je voulais dire, on dit parfois qu'il y avait l'idée, l'amorce d'une politique franco-allemande fondée sur une coopération économique ?

²⁵ André Tardieu, né le 22 septembre 1876 à Paris (Seine) et mort le 15 septembre 1945 à Menton (Alpes-Maritimes), est un homme d'État français. Il dirige trois gouvernements entre 1929 et 1932, avant d'être victime d'un grave accident vasculaire cérébral en 1939.

²⁶ Phrase inachevée

²⁷ Phrase inachevée

L. Joxe : Oui, il y avait une partie de cette idée, d'ailleurs elle était à ciel ouvert car prenez par exemple un homme comme Wladimir d'Ormesson. Le président d'Ormesson a préconisé cette politique très largement, il faut que les industriels s'entendent... C'est là justement qu'on retrouve l'économique qui s'est toujours escamoté dans les conceptions politiques. C'est une erreur totale de ne pas avoir pris conscience de la chair économique dans tous les événements. Nous nous en rendons bien compte maintenant. Nous sommes bien obligés de parler du tiers-monde et de tout ce qu'il y a à faire et sur le plan financier.

D'ailleurs, c'est un des grands changements. Si j'avais à faire une histoire du bilan de ce que j'ai vécu, l'homme politique l'emportant toujours, enfin en gages en tout cas sur l'économique, l'économie mal conçue, mal vue, mal regardée, mal comprise et brusquement nous sommes devant une limitation du monde sans précédent. Cela est une incise.

M. Vaïsse : En tout cas pour François Poncet, c'était une bonne chose qu'il soit là-bas à ce moment-là.

L. Joxe : Mais enfin il y avait une idée qui était très solide qui était non pas la paix par une loi mais la paix par la cime ou la paix : « *Voulez-vous la paix de Wladimir d'Ormesson.* » Ils ont joué avec mon beau-père, il n'y a pas d'intrigues là-dessous.

M. Vaïsse : Et alors Pierre Cot ?

L. Joxe : C'est difficile de parler à un homme qui fut votre ami plus encore qu'autre chose que votre guide intellectuel ou politique. Pierre Cot est un peu à l'avant-garde en matière de Société des Nations, désarmement, etc.

Il était en avant-garde parce que d'abord il ne faut pas oublier que c'est un homme qui a fait une guerre. Admirable. Il s'est engagé avant dix-huit ans, il a fait la guerre, il a des citations pour faits de guerre. Il vient s'asseoir parmi nous, il est plus âgé que nous mais il ne paraît pas plus vieux que nous. C'est un camarade et il était très gentil. Il a un talent fou, je crois que je n'ai jamais rencontré un orateur si vous voulez, un homme sachant discuter, entrer dans la chose, pas seulement des phrases, avec un tel art.

Il y avait un peu de jalousie de temps en temps de la part du vieux jacobin qu'était Paul-Boncour mais c'est un brave homme. Quand il me parlait de Pierre Cot, il se sentait presque démodé. Rendez-vous compte, un sujet pareil : l'organisation de la paix, les affaires internationales, Pierre Cot secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Je me souviens que très rapidement le torchon a commencé à brûler entre lui et son patron qui est devenu président du Conseil au cabinet des Affaires étrangères.

Cela dit, il a été, je crois, un assez bon spécialiste des Affaires étrangères justement parce qu'étant le ministre des Affaires étrangères, parce que pour l'époque, pour l'idée d'une espèce de cité future de l'organisation du monde, il fallait avoir un homme qui ait à la fois du cœur et une connaissance très profonde du droit, et c'était un juriste très remarquable, un professeur de droit. Ce qui fait qu'il ne tombait pas dans tous les pièges, c'est-à-dire, c'est ce que je vous disais tout à l'heure, un acte comme les accords Briand-Kellogg, pour lui c'était ridicule. Cela ne voulait rien dire.

À Genève, il a travaillé de façon très concrète. C'est grâce à lui qu'on a pu faire avancer un certain nombre d'entreprises techniques comme le contrôle budgétaire, par exemple. « *Nous allons dîner tout le temps avec les budgétaires* » comme on disait. Si on avait réussi à établir

un commencement de contrôle, il fallait au moins chercher à le poursuivre. Dans ce cas, dans cette situation, c'est-à-dire participant à une affaire des Nations Unies, je crois qu'il aurait pu rendre de très grands services.

Par ailleurs, il était très imprudent dans les sentiments qu'il exprimait. En particulier, il se faisait un certain tort à lui-même par un certain esprit de provocation. N'en doutez pas, quelquefois il provoquait. Par exemple, quand il s'exprimait à travers toute sa vie sur les affaires soviétiques, il avait une façon de parler de l'Union soviétique comme si c'était le paradis, cela l'était pour certains et ceci lui a beaucoup nui. Il avait là avec tant d'intelligence, tant de talent, un peu prétexte à être taxé de légèreté. Je dois dire que j'ai peu connu sa gestion au ministère de l'Air puisque moi, je me suis occupé de tourner en Europe et aller partout pour faire les statuts de la compagnie Air France.

M. Vaïsse : Quand vous étiez au ministère de l'Air ?

L. Joxe : Oui, pas le second ministère de l'Air mais le premier. Il m'a dit : « *Tu restes avec nous, tu t'occuperas des Affaires étrangères, tu continueras à aller à Genève pour l'Air et tu t'occuperas des affaires comme Air France* » parce qu'Air France était la fusion de différentes compagnies. Aussi il y avait des affaires à négocier parce que dans les différentes compagnies d'Air France il y avait des intérêts d'États tchécoslovaque, roumain, etc. Alors j'ai négocié cela, une négociation extrêmement simple. Cela a été ma première négociation mais c'est là que j'ai pu voir ce qu'était le monde par rapport à la France. Dès mon arrivée, les choses étaient réglées. Chez aucun de ces pays d'Europe, de la Petite Entente, on ne voyait le moindre problème. On arrivait comme on voulait, la France et tout était réglé. Même jusqu'en Turquie où le drapeau français flottait à l'extrémité de la ligne en permanence.

Donc pour en revenir à lui, je vous dirais qu'il aurait fait un bon ministre des Affaires étrangères, il aurait fait un homme s'intéressant aux questions internationales si quelqu'un de capable en avait pris la responsabilité de le faire avancer lentement. C'est tout à fait le type d'homme qui a des idées qui aurait eu besoin de voyager et de ne pas tomber tout d'un coup sur un sujet d'admiration comme un premier communiant. Et au point de vue juridique, il avait des idées tout à fait remarquables,

De même que plus tard, quand nous nous sommes retrouvés, il m'a parlé des États-Unis avec un enthousiasme délirant parce qu'il y avait chez lui une espèce de possibilité toujours là. Et il aurait fallu que quelqu'un lui dise cela, il aurait fallu une espèce de mentor, ce que jusqu'à un certain point, Paul-Boncour avait cru pouvoir être.

M. Vaïsse : Quand vous étiez ministre de l'Air, c'était Édouard Daladier qui était président du Conseil ?

L. Joxe : Oui.

M. Vaïsse : Est-ce que vous avez participé au voyage en Union soviétique ?

L. Joxe : Oui, cela a été mon premier contact avec l'Union soviétique.

M. Vaïsse : Qu'avez-vous trouvé là-bas qui a provoqué les réactions des Français qui avaient accompagné Pierre Cot et comment vous ont reçu les Soviétiques ?

L. Joxe : La réaction des Français qui accompagnaient Pierre Cot, étaient des réactions surtout d'hommes de l'art car il n'y avait à peu près que des techniciens. Il n'y avait que moi

qui fus en rapport avec le Quai d'Orsay comme il était normal. Mais il y avait Haguenot²⁸ qui était un très grand homme, il y avait Kako²⁹ qui était aussi un très grand homme. Il y avait le directeur de l'Aéronautique civile qui est mort ensuite dans la catastrophe du retour, il avait même un avion. Il y avait des gens comme cela.

Il s'agissait surtout de parler de matériel et de commandes, le cas échéant. Il n'y avait pas d'idées politiques à l'arrière-plan. Quand nous sommes arrivés en URSS, c'était le moment. L'atmosphère était différente, non pas qu'elle fut absolument ouverte, je ne veux pas dire ça, mais c'était l'époque où le ministre des Affaires étrangères était Litvinov³⁰, et Litvinov était un homme qui avait pour mission de s'ouvrir. Comme tout gouvernement, l'Union soviétique a toujours deux ou trois pierres au feu. Litvinov était l'homme du contact. D'ailleurs Litvinov avait, je vous le rappelle, négocié à la reconnaissance des soviets, à part les États-Unis, il avait traité tous les accords réciproques entre l'URSS et l'Europe. Ils étaient voisins et il était vraiment à Genève un homme dont la présence n'a pas été évidente, sa femme était anglaise, disons-le en passant. Donc, c'était l'homme pour ce genre de politique d'ouverture.

Litvinov par la suite est tombé. Il est tombé parce que la Russie a commencé à s'inquiéter quand il s'est passé des choses du point de vue allemand. L'occupation de la Rhénanie, des choses de ce genre. Puis tout s'effiloche et finalement, vous savez ce qui se passe, l'homme n'est plus employé à cette tâche. Litvinov disparaît dans une trappe et il reparaitra après la guerre, en 1945, quand on ira faire l'ouverture aux États-Unis.

J'ai connu une première période d'ouverture qui va se compliquer du fait que, je vous le signale en passant, aucun des hommes que j'ai eu l'occasion de rencontrer à Moscou au cours de ce voyage, je les ai revu quand je suis revenu comme ambassadeur. J'ai connu Toukhatchevski³¹, Litvinov bien entendu. J'ai connu une quantité d'hommes. Je n'aurais même pas osé demander leur adresse en arrivant à Moscou comme ambassadeur, mais ils étaient tous là.

Si bien qu'à ce moment-là, avec Radek, avec d'autres encore que le ministre de l'Éducation qui était un homme très remarquable, on a pu parler assez librement des choses, non pas de tout mais de l'idée que tout de même il fallait penser à l'avenir. C'était absolument anodin. Si vous voulez, cela a été le premier contact officiel après la visite personnelle d'Herriot. Cela a fait pas mal de bruit mais c'était conforme à la politique française que d'aller voir ce qui se passait là-bas d'une part et d'autre part, c'était essayer d'établir des relations à peu près convenables.

Vous remarquerez, chose curieuse c'est que cela m'avait frappé. On ne jouait pas la Marseillaise, on jouait Carmen. Il faut dire aussi que Carmen est très populaire en Russie, je suis peut-être très sensible aux nuances mais enfin c'était comme cela.

M. Vaïsse : Est-ce que vous aviez pris contact avec l'ambassade des Soviets à Paris ?

L. Joxe : Ah oui, bien entendu.

²⁸ Orthographe à vérifier

²⁹ Orthographe à vérifier

³⁰ Maxime Maximovitch Litvinov (né Meer Genokh Moiseevich Vallak le 17 juillet 1876 et mort 31 décembre 1951) est un révolutionnaire et diplomate de l'Union soviétique, fervent défenseur du pacte Briand-Kellogg puis d'un rapprochement avec les démocraties occidentales face à l'Allemagne nazie.

³¹ Mikhaïl Nikolaïevitch Toukhatchevski est un militaire russe puis soviétique (16 février 1893 – 12 juin 1937). Maréchal de Staline à l'âge de 42 ans, il est éliminé deux ans plus tard.

M. Vaïsse : Est-ce que vous aviez vu l'attaché militaire en particulier, Ventzov ?

L. Joxe : C'est le colonel Ventzov qui était à Paris ? Je ne m'occupais pas des affaires militaires. C'est très intéressant ce que vous dites là.

M. Vaïsse : Je connais un peu cette affaire.

L. Joxe : Vous avez une photographie de Ventzov ?

M. Vaïsse : Non, j'ai eu le privilège de lire les carnets manuscrits du colonel Menrof qui a été le premier attaché militaire français à Moscou qui a reçu votre délégation et qui évidemment a eu des contacts aussi avec Ventzov. Je sais, d'autre part, par les papiers du maréchal de Lattre de Tassigny que Pierre Cot avait avant le départ de la délégation pour Moscou fait venir le colonel de Lattre qui, lui, voyait pratiquement chaque semaine le colonel Ventzov.

L. Joxe : Comment écrivez-vous Ventzov ?

M. Vaïsse : (nom épelé) Ventzov

L. Joxe : C'est tout de même étrange. Je voudrais bien dire des choses mais je ne peux pas le vérifier, Ventzov (nom épelé) ?

M. Vaïsse : Oui

L. Joxe : Moi, je n'avais pas de rapport suivi avec l'ambassade des Soviétiques.

M. Vaïsse : Il est question dans les papiers que j'ai pu lire de mise en scène pour essayer de montrer la Russie sous le jour le meilleur aux Français qui viennent.

L. Joxe : Oui, bien sûr, c'est normal. Dès qu'on invite, on montre ce qu'il y a de plus beau mais est-ce qu'on ne le fait pas un peu partout ? Nous avons vu de très belles choses, d'ailleurs c'est sûr mais elles étaient dans un état lamentable, maintenant elles sont toutes restaurées. Seulement il est évident que de temps en temps comme nous nous égarions sur les routes, on disait : « *Nous sommes égarés, qu'est-ce qu'on pourrait bien voir par-là ?* » et puis brusquement on tombait sur une magnifique institution. Oui, la mise en scène, c'est un peu international.

M. Vaïsse : C'est quand même le pays de Potemkine.

L. Joxe : Bien sûr c'est le pays de Potemkine. Il faut rester dans la règle du jeu. Ce n'est pas seulement le pays de Potemkine, c'est le pays dont un écrivain russe et non des moindres dit : « *Il faut planter des palissades dans les rues parce qu'une ville qui a des palissades est une ville qui travaille.* »

M. Vaïsse : Si quand vous étiez au ministère de l'Air, vous ne vous êtes pas occupé de problèmes politiques ou de négociations à Genève, c'est-à-dire le désarmement aérien, mais de questions comme la négociation pour Air France parce que j'allais vous poser une question qui avait son classique. On a dit que les négociations dans le désarmement aérien avaient contribué à l'inefficacité de l'aviation française, et on a un peu accusé Pierre Cot avant même son second ministère mais peut-être n'avez-vous pas participé vous-même à ces négociations et à tout cela ?

L. Joxe : Oui, quand nous étions à Moscou.

M. Vaïsse : Non, à cette époque-là, dans les mois qui ont suivi, il y a eu une négociation sur le désarmement aérien. La France a fait des propositions en particulier et Pierre Cot était tout à fait en flèche. Il a en particulier proposé de diminuer de moitié l'aviation française ce qui au fond est une idée assez séduisante parce que l'aviation française était constituée de vieux coucous, et elle en avait des quantités alors que cela serait la ligne d'horizon qualité.

L. Joxe : Ces choses-là, on les fait mais il faut éduquer les gens, il faut savoir quel est le plan général. Je ne dis pas du tout qu'il a ralenti la production française. Je dis aussi qu'il a eu une mission dans le cadre des accords concernant la Petite Entente et tout le reste, c'est-à-dire le statut quo en Europe. Les conditions auraient été différentes si nous étions restés fidèles à cette politique car vous savez où que tout cela a abouti. Au moment de la guerre, la proposition de l'Union soviétique tendra à oublier d'envoyer immédiatement des secours aux Tchécoslovaques. C'eut été une configuration bien différente de celle que nous avons connue à un moment où nous lâchons complètement la Petite Entente et, en premier lieu, la Tchécoslovaquie.

Même les spécialistes, moi je n'étais pas spécialiste des affaires, je n'ai pas traité les questions des négociations à proprement parler au point de vue aérien. Il y a une chose qu'il ne faut pas oublier, c'est l'atmosphère dans laquelle nous étions avec un système qui était celui qu'il était. Mais ce système était déjà miné. Moi, je parle en ce moment objectivement, je n'ai pas un mot particulier pour l'Union soviétique, ni pour quoi que ce soit mais c'était faire la mise. Souvenez-vous du travail qui a été fait à ce moment-là par un homme comme De Moni³² qui a complètement dénigré la Petite Entente, laquelle n'avait de raison d'être que si elle continuait à être dans le système européen, elle n'avait pas d'autre système. Nous ne sommes pas des enfants de chœur, seulement ce qui s'est passé, c'est qu'on l'a laissée être grignotée par qui vous savez, c'est-à-dire par Hitler et que pendant ce temps-là les autres, qui sont des réalistes, ne faisaient plus rien.

M. Vaïsse : Vous avez parlé des négociations pour la création de la compagnie Air France. Je dois dire que c'est fort intéressant parce que ces négociations techniques sont également des négociations politiques et si j'ai bien compris, mais je ne connais pas du tout la question, est-ce que l'origine n'en est pas dans l'affaire de l'Aéropostale ?

L. Joxe : En partie parce qu'en fait cela a été un exemple de nationalisation rationnelle, c'est-à-dire économique.

Les pionniers étaient partis chacun dans leur direction, moi, je n'ai rien contre les pionniers, c'est évident, ils ont fait à la fois leur rêve et leur métier mais il était impossible de penser qu'on pourrait avoir une, deux, trois, quatre, cinq lignes différentes, sans négociation, sans coordination et, surtout, sans rationalisation à l'intérieur de la France.

Ce qui a été le scandale postal, c'est l'idée d'un fief, que des familles ou une famille ou n'importe qui peut conserver indéfiniment au dépens du prix de revient, aux dépens du prix à payer pour le voyage, et ceci tout comme les compagnies de chemins de fer, elle a fait une chose qui devait arriver surtout sur l'emploi rationalisé du matériel.

³² Orthographe à vérifier

Je trouve que c'était inévitable et la question était de sauver des intérêts qui étaient engagés par des pays amis et cela s'est fait. Je dois dire que je n'ai pas eu beaucoup de mérite, on avait envoyé pendant ce temps-là quelqu'un d'autre en Amérique du Sud.

M. Vaïsse : Et dans les intérêts de la compagnie Air France, les gouvernements des pays de la Petite Entente et de certains pays d'Amérique du Sud ont gardé des parts.

L. Joxe : C'est ce que je me demande, si on a gardé des parts. Je ne crois pas, je crois qu'on les a rachetées.

M. Vaïsse : La France les a rachetées ?

L. Joxe : Il faudrait que je revienne là-dessus la prochaine fois.

M. Vaïsse : Oui, parce que pour nous c'est extrêmement intéressant, c'est quelque chose qui est très peu connu

L. Joxe : On met tellement d'allusions au-dessus de ma tête depuis que j'ai beaucoup pensé. Il y a peut-être eu des difficultés. Les choses les plus difficiles, c'était avec la Turquie. Il y avait des accords avec ces gens pour ne pas les léser. Il fallait employer des pilotes turcs ou des affaires de ce genre. Dans les avions, les pilotes turcs (depuis Paris jusqu'à Istanbul) distribuaient des friandises et des cigarettes. Cela faisait partie de la gloriole mais je reviendrais là-dessus si vous voulez.

M. Vaïsse : Volontiers, je vous remercie.

Fin de l'entretien